

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2013

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

Pour des raisons techniques liées à la collecte et aux traitements des données, les chiffres du commerce extérieur de Mayotte ont été sous-estimés depuis le début de l'année 2013. Au troisième trimestre, la direction régionale des douanes a réajusté ces statistiques. Les volumes et les séries ont été en conséquence modifiés. Les analyses présentées dans cette note sont basées sur ces données corrigées.

Par ailleurs, à compter de ce trimestre, les données relatives à la demande d'emploi (DEFM A) sont corrigées des variations saisonnières (CVS).

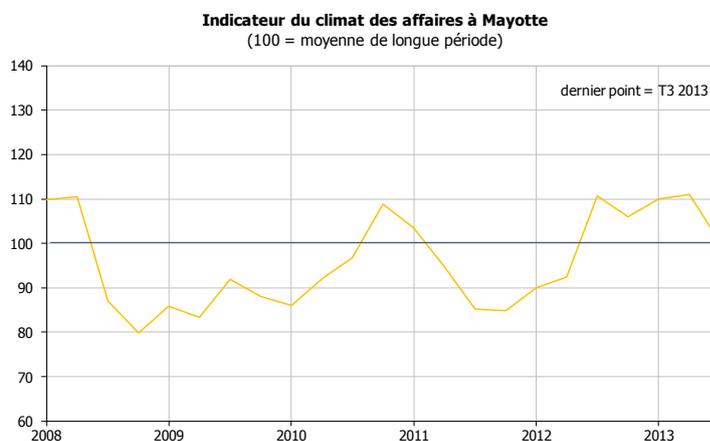
Un climat des affaires à venir incertain

Après avoir enregistré une évolution régulièrement favorable depuis le troisième trimestre 2012, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) diminue assez fortement ce trimestre (-11,0 points) et se positionne sur sa moyenne de longue période. Les réalisations du deuxième trimestre, conjuguées aux anticipations des chefs d'entreprise pèsent défavorablement sur leur opinion. Bien que l'activité passée et le solde relatif aux prévisions des prix aient contribué positivement à l'indicateur, l'ensemble des autres soldes d'opinion se dégrade et traduit un environnement à venir incertain.

En particulier, les prévisions d'investissement se sont fortement dégradées ce trimestre.

Après avoir été positif durant quatre trimestres consécutifs, le solde d'opinion correspondant devient négatif, traduisant une inquiétude de la part des chefs d'entreprise. Les incertitudes liées au passage à la fiscalité de droit commun le 1^{er} janvier 2014 (en particulier, les taux d'octroi de mer ne sont pas encore fixés et les modalités des taxes foncières non précisées) et au financement futur de la commande publique engendrent un report des projets d'investissement. En revanche, la consommation est mieux orientée ce trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi continuant de diminuer depuis le premier trimestre et les prix maintenant leur progression à un rythme modéré. Les importations augmentent très fortement ce trimestre, tandis que les exportations, qui enregistrent des évolutions erratiques, diminuent nettement.

Globalement, les chefs d'entreprise interrogés font état d'un niveau d'activité relativement stable ; dans les secteurs du commerce et des services, une amélioration du volume d'affaires est même enregistrée. Dans l'ensemble, toutefois, les autres soldes d'opinion témoignent d'une dégradation des niveaux de trésorerie, des charges, des effectifs et des délais de paiement. Les prévisions pour le prochain trimestre sont défavorables en raison du pessimisme engendré par le manque de visibilité des chefs d'entreprise.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

DES ÉCONOMIES DE LA ZONE OCÉAN INDIEN PLUTÔT BIEN ORIENTÉES

La croissance de l'économie **sud africaine** ralentit au troisième trimestre, affectée par des grèves dans la filière automobile. Le PIB progresse ainsi de 0,7 % (CVS) contre + 3,0 % au trimestre précédent. L'industrie minière contribue fortement à cette progression, après une forte baisse au deuxième trimestre. L'activité de l'industrie manufacturière est à l'inverse mal orientée. Sur un an, le PIB augmente de 1,8 %.

Aux **Seychelles**, l'activité touristique reste bien orientée, avec une hausse de 9,2 % du nombre de touristes au troisième trimestre 2013 en glissement annuel. Les exportations de produits de la pêche continuent de croître de manière soutenue (+ 25,0 % en glissement annuel).

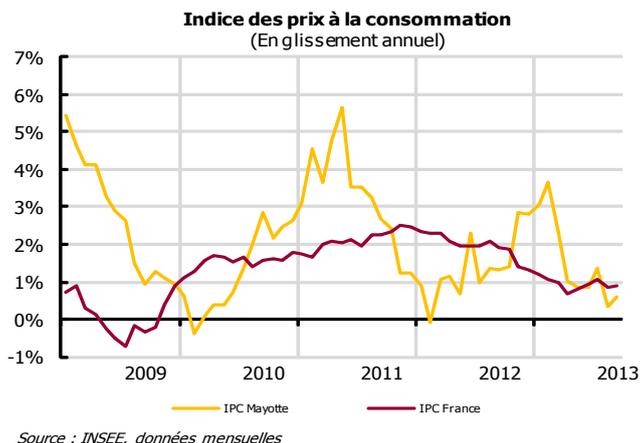
À **Madagascar**, l'activité économique montre des signes positifs au troisième trimestre 2013, notamment en matière d'investissement. L'encours de crédits à long terme octroyés au secteur privé progresse de 12,7 % sur un an et les importations de biens d'équipement augmentent de 6,0 %. Les exportations restent stables. La fréquentation touristique est cependant en baisse, en raison d'un contexte d'insécurité grandissante.

À **Maurice**, le PIB augmente de 0,6 % (CVS) au deuxième trimestre 2013 par rapport au trimestre précédent. Principal moteur de la croissance mauricienne, la consommation finale continue d'être soutenue (+ 2,2 %). L'investissement reste cependant mal orienté pour le quatrième trimestre consécutif, avec une nouvelle baisse de 3,5 % sur un an. Le bureau de la statistique de Maurice prévoit une croissance de 3,4 % pour l'ensemble de l'année 2013.

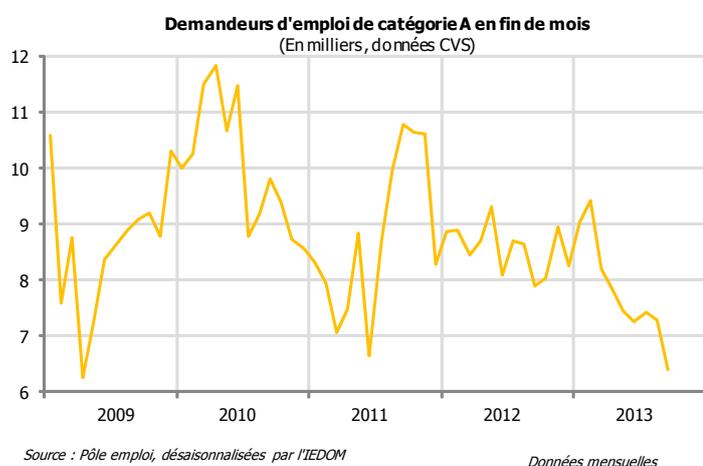
Léger recul des prix à la consommation

En septembre 2013, l'Indice des prix à la consommation (IPC) recule légèrement de 0,4 % par rapport au deuxième trimestre. Les prix des services et des produits manufacturés diminuent, respectivement, de 1,0 % et de 0,8 % tandis que ceux des produits alimentaires et boissons augmentent de 0,7 %.

Sur un an, bien que l'augmentation des prix soit inférieure à celle de l'indice métropolitain (+0,9 %) et continue de ralentir, l'IPC mahorais enregistre de nouveau une hausse (+0,6 %). Elle résulte principalement de la progression des prix des produits alimentaires et boissons (+4,4 %) qui est atténuée par la baisse de ceux des produits manufacturés (-1,6 %) et des services (-0,2 %).



La demande d'emploi poursuit sa diminution



Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) continue de se réduire fortement au troisième trimestre (-11,9 %, données CVS) pour s'établir à 6 399 personnes à fin septembre 2013.

Parallèlement, Pôle emploi recense 398 offres d'emploi, soit une diminution de 2,9 % par rapport au trimestre précédent.

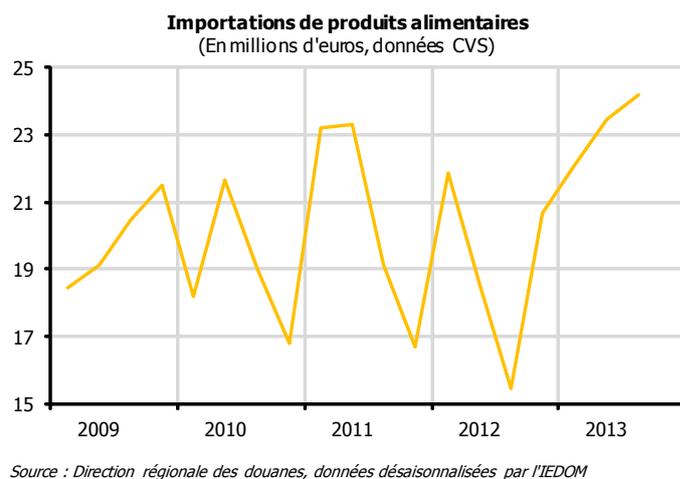
Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) diminue également de manière sensible (-19,0 %) et les offres d'emploi baissent de 54,8 %.

La consommation des ménages progresse lentement

Les signes d'amélioration observés lors du dernier trimestre se poursuivent et confirment une légère progression de la consommation des ménages. Ainsi, bien que l'opinion des commerçants soit négative, elle est moins dégradée qu'au trimestre passé et les chefs d'entreprise du secteur anticipent une meilleure activité à venir. En outre, le marché de l'automobile a de nouveau bénéficié d'une bonne orientation avec une augmentation de 17,6 % des immatriculations de véhicules neufs. De même, les importations de produits alimentaires ont enregistré une hausse de 3,2 %. Enfin, l'encours bancaire des crédits à la consommation progresse également de 2,2 % (après +2,4 % au dernier trimestre).

Seules les importations de produits d'équipements ménagers (-45,8 %) et de produits textiles (-9,9 %) suivent une tendance baissière. Pour le textile, cela peut s'expliquer par un ralentissement des achats de vêtements à la suite de ceux effectués pour la rentrée scolaire et la fin du ramadan.

La situation financière de certains ménages se dégrade. Les indicateurs de vulnérabilité progressent de nouveau alors que leur rythme de croissance avait ralenti au trimestre passé. Ainsi, les retraits de cartes bancaires sont en hausse de 6,3 % et le nombre de personnes physiques interdites bancaires augmente légèrement (+0,5 %).



L'incertitude pèse sur les décisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

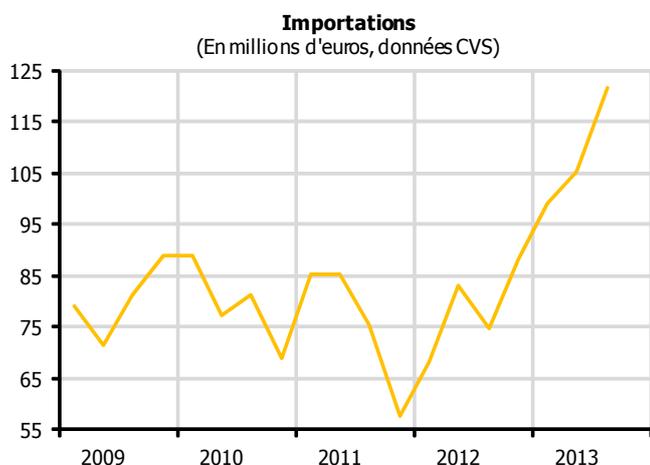
Les prévisions d'investissement sont défavorables et redeviennent négatives pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2012. Bien que les importations de biens d'équipement professionnel augmentent de 39,5 %, l'incertitude qui règne autour de l'avenir économique et social de l'île pèse sur les décisions des entreprises, qui adoptent un comportement attentiste et qui font le choix de différer leurs investissements.

Ainsi, l'encours bancaire des crédits à l'habitat des entreprises diminue de 1,0 % tandis que l'encours des crédits d'investissement reste stable (+0,1 %)

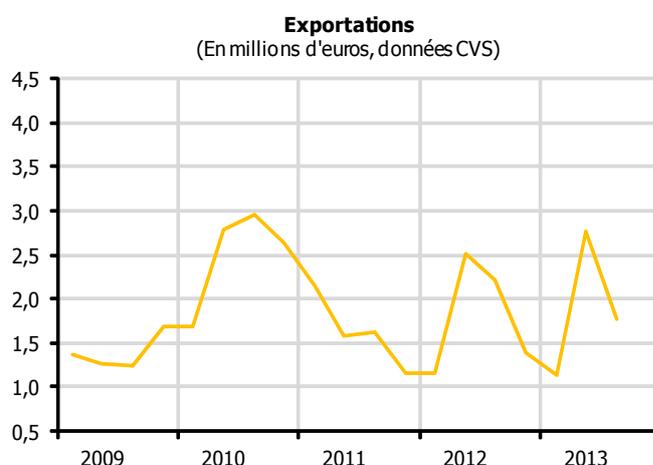
Hausse des importations

Suite au réajustement des données douanières, il est noté une progression constante des importations depuis le début de l'année. Les importations enregistrent une hausse de 15,5 % sur le trimestre (données CVS) sous l'effet de l'augmentation pour la quasi-totalité des produits acquis à l'extérieur. Toutefois, l'ampleur de la hausse des importations en 2013 conduit à interpréter ces données avec prudence.

Après une hausse exceptionnelle au deuxième trimestre, les exportations chutent de 35,9 % (CVS) en raison, principalement, de la baisse des réexportations de matériels de transport et des produits alimentaires, et, dans une moindre mesure, de celle des machines et appareils.



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM



UNE ACTIVITÉ MIEUX ORIENTÉE

Dans l'ensemble des secteurs, les chefs d'entreprise font état d'un niveau d'activité mieux orienté ce trimestre. Toutefois, les incertitudes et le manque de visibilité ternissent les prévisions, notamment dans le BTP.

Dans le **secteur aquacole**, les exportations de poissons ont diminué à 22,3 tonnes, maintenues à un niveau cependant relativement important par rapport à l'activité de la filière. À l'heure actuelle, la pérennité de l'activité est menacée par les délais administratifs de mise en œuvre d'un projet d'industrialisation du secteur. Concernant la **production d'ylang-ylang**, aucune exportation n'a eu lieu pour le troisième trimestre consécutif. La **filiale avicole** enregistre une importante augmentation des importations d'espèces avicoles qui s'élèvent à 2,3 tonnes (+238,7 %).

Dans l'ensemble, les chefs d'entreprise du **secteur du BTP** déclarent une amélioration de l'activité au troisième trimestre. Après les perturbations entraînées par la saisie de 6 000 tonnes au trimestre précédent, les importations de ciment augmentent de 39,8 % (données CVS). En revanche, les anticipations pour le dernier trimestre 2013 ne sont pas favorables, notamment à cause des incertitudes relatives aux modalités de financement à venir de la commande publique.

L'activité des entreprises du **commerce** se raffermi ce trimestre. Les soldes d'opinion relatifs au niveau des charges et des délais de paiement s'améliorent, de même que celui relatif aux intentions d'investir, qui reste toutefois négatif. Les prévisions des chefs d'entreprise pour le prochain trimestre sont optimistes sans doute à l'approche des fêtes de fin d'année.

Dans le secteur des **services marchands**, tous les soldes d'opinion, exceptés ceux relatifs aux effectifs et aux intentions d'investir, sont en progression. À l'instar des chefs d'entreprise du commerce, ceux du secteur des services anticipent une activité favorable au quatrième trimestre. En revanche, ils témoignent d'inquiétudes par rapport à leurs charges et les niveaux de leur trésorerie.

Après quatre trimestres consécutifs de hausse, le nombre de passagers à l'aéroport de Dzaoudzi a légèrement diminué au troisième trimestre (-1,7 %, CVS). Le nombre de vols a quant à lui été réduit à 1 027 (-10,1 %, CVS). Toutefois, le démarrage de l'activité de la compagnie aérienne locale Ewa Air devrait permettre d'améliorer rapidement l'accès aérien de Mayotte. Dans l'ensemble, les entreprises du **tourisme** répondantes font état d'un niveau d'activité stable mais toujours faible.

Trafic passager à l'aéroport de Dzaoudzi
(En milliers de passagers, données CVS)



Source : Aéroport de Mayotte, désaisonnalisées par l'IEDOM

ÉCONOMIE MONDIALE : REPRISE LENTE ET DIVERGENCE DES DYNAMIQUES DE CROISSANCE

La croissance mondiale reste faible (+2,5 % au premier semestre 2013, selon les estimations du FMI d'octobre 2013), alors que l'économie mondiale est entrée dans une nouvelle période de transition. Elle se caractérise par une divergence des dynamiques de croissance qui accélère dans les pays avancés et ralentit dans les pays émergents. Les perspectives s'améliorent globalement à court terme. L'activité devrait ainsi accélérer légèrement, portée par les pays avancés, principalement les États-Unis. Pour l'ensemble de l'année 2013, le FMI prévoit une croissance de la production mondiale de 2,9 % (après +3,2 % en 2012).

Le Produit intérieur brut (PIB) américain a progressé à un rythme plus élevé que prévu au troisième trimestre, à +2,8 % en rythme annualisé (après +2,5 % au deuxième trimestre). L'accélération de la croissance s'explique principalement par l'évolution des stocks des entreprises qui contribuent pour 0,8 point à la progression du PIB américain. En revanche, le manque de dynamisme de la consommation et de l'investissement, véritables moteurs de la croissance, et l'impact de la fermeture des services administratifs en octobre (« *shutdown* »), conduisent les analystes à anticiper un ralentissement de l'économie au quatrième trimestre. En septembre, la hausse des prix à la consommation décélère à +1,2 % en glissement annuel.

La croissance de la zone euro ralentit au troisième trimestre (+0,1 % après +0,3 % au précédent trimestre). Ce ralentissement est à l'œuvre dans plusieurs pays de la zone, notamment en Allemagne (+0,3 % après +0,7 % au deuxième trimestre 2013), où les exportations perdent de leur dynamisme. Parallèlement, la situation du marché du travail de la zone euro continue de se dégrader. Le taux de chômage s'inscrit en légère hausse par rapport au trimestre précédent, établissant un nouveau record à 12,2 %. Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 7 novembre, a décidé de baisser son principal taux directeur à 0,25 % contre 0,50 % auparavant. Cette décision est notamment motivée par le fait que l'inflation de la zone euro est tombée à 0,7 % en octobre, soit un niveau nettement inférieur à l'objectif de la BCE (qui est de maintenir l'inflation à des taux « inférieurs à, mais proches de 2 % »), tandis que l'évolution du crédit demeure atone.

Le PIB de la France recule légèrement au troisième trimestre (-0,1 %) après un rebond au trimestre précédent (+0,5 %). La demande intérieure finale ralentit sous l'effet d'une nouvelle baisse de la FBCF (-0,6 %) et de la décélération de la consommation des ménages (+0,2 % après +0,4 %). Les exportations chutent (-1,5 % après +1,9 %), tandis que les importations continuent de progresser (+1,0 %), mais à un rythme plus faible qu'au trimestre précédent (+1,6 %). À fin septembre 2013, l'indice des prix à la consommation s'inscrit en hausse de 0,9 % sur un an.

Dans les pays émergents et en développement, les exportations, tirées par l'accélération de la croissance dans les pays avancés et une consommation dynamique, devraient soutenir l'activité. Cependant, la croissance est révisée à la baisse dans de nombreux pays ; les conditions de financement extérieur se sont durcies et il semble de plus en plus que certaines contraintes affectent l'offre.

Sources : FMI, BCE, INSEE, Eurostat

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : décembre 2013 – Dépôt légal : décembre 2013 – ISSN 1952-9619